

L'ouvrage de Pierrette Sartin intitulé « Promotion de la femme » s'ouvre sur ces emprunts à Parinal-Dias : « La plus grande révolution que puisse connaître un pays, c'est celle qui modifie la condition et le mode de vie des femmes ». En dépit des préjugés de toutes sortes bien enracinés pendant des siècles, un immense courant d'opinions se produit qui oblige à une prise de conscience de la condition de la femme.

En effet, l'une des caractéristiques du monde moderne est qu'il commence à s'ouvrir à la femme et les femmes sont en train de prendre conscience d'elles-mêmes et de la vie du monde.

Des transformations évidentes et rapides sur la condition de la femme sont inexorablement en cours. Toutefois, malgré ces transformations, l'ensemble de notre civilisation est encore marqué par les aspects virils et la prédominance masculine qui ont prévalu pendant des siècles, sinon des millénaires.

Ainsi, dans la vie sociale et culturelle, à travers les représentations que donnent d'elle certains mythes fondateurs de l'humanité, un certain cinéma et autres, la femme n'est pas considérée en soi. C'est toujours par rapport à l'homme qu'elle est définie, située, évaluée, représentée, jugée, pensée. En un mot, elle est vue essentiellement par l'homme et pour l'homme. Tout se passe comme si la vie de la femme et sa situation n'avaient de sens, de réalité et de prix qu'en fonction de l'existence masculine.

Ainsi, à un bout de la chaîne, la femme est asservie à l'homme. À l'autre bout, la vie politique lui échappe et elle n'est pratiquement pas toujours considérée comme « majeure » au sens kantien du terme. Dénonçant cet état de fait, la philosophe Simone de Beauvoir a donc raison de dire qu'on fait de la femme un « objet ». Et, malheureusement, c'est à cette « femme-objet » qu'on se réfère le plus souvent dans notre monde actuel.

Malgré donc les lentes transformations socio- culturelles, accélérées par les deux conflits mondiaux et les fulgurants progrès scientifiques et techniques qui ont bouleversé et continuent de bouleverser l'équilibre des forces et des habitudes, les femmes rencontrent encore, sur bien des plans, de fortes résistances dans leur foyer, leur milieu de travail et de vie, dans la société.

Un conditionnement social, psychologique et des déformations se sont produits dont il est souvent malaisé de s'en sortir. L'ordre vrai est difficile à retrouver, parce que la tentation universelle apparaît comme s'il fallait se poser en s'opposant ou en s'identifiant. Certes, il n'y a pas fondamentalement de dichotomie des sexes devant l'injustice sociale et la liberté.

Mais si les femmes, plus vulnérables que les hommes, en portent un poids plus lourd, la racine n'en demeure pas moins l'organisation économique, socio-politique de toute la société. Alors, pour en connaître et pour agir, ne faudrait-il pas que les femmes s'éveillent à la politique et au civisme ? Quels sont les enjeux de cet éveil politique et au civisme des femmes ? Tels se présentent les éléments de la problématique de cette réflexion.

La femme dans l'histoire, une si longue marche

De nos jours, on constate que les femmes prennent progressivement pied dans le monde qui se construit : elles commencent à émerger socialement, politiquement, économiquement, à se faire accepter et à se frayer un chemin en donnant plus de sens à leur existence. Elles se découvrent progressivement et accèdent à une nouvelle conscience d'elles-mêmes.

Mais, historiquement, il faut noter que l'émergence de la femme moderne a été problématique. Dans le monde moderne, notamment occidental, si, en dépit de l'opinion générale, quelques esprits souhaitaient que la femme, outre sa formation de ménagère, reçoive une bonne instruction de manière à être une compagne plus utile et plus agréable pour l'homme, l'idée qu'elle pouvait tenir un emploi et jouer un rôle actif dans la société n'est guère exprimée avant le XIXe siècle.

En effet, un juriste du XVIe siècle, Jean Bodin, dans son ouvrage « La République » (1579) se

félicite curieusement de ce que « la loi a défendu à la femme toutes les charges et offices propres aux hommes, comme juger, postuler et autres choses semblables, non pas seulement par faute de prudence mais d'autant que les actions viriles sont contraires au sexe, à la pudeur et à la pudicité féminines ».

Même un philosophe comme Jean Jacques Rousseau, au XVIIIe siècle, semble être en retrait par rapport aux idées d'égalité des deux sexes. Novateur hardi lorsqu'il s'agit de l'éducation d'Emile, il adopte dans une certaine mesure les idées difficilement défendables quant à la formation de Sophie, la compagne idéale qu'il réserve à son élève.

Non seulement elle n'occupe aucun emploi dans la société (en est-elle incapable ?), mais elle est « faite pour obéir à un être aussi imparfait que l'homme, souvent si plein de vices et toujours si plein de défauts, elle doit apprendre de bonne heure à souffrir même l'injustice et à supporter les torts d'un mari sans se plaindre ».

Une Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne en 1791 affirme que la loi « doit être la même pour tous » et que « tous les citoyens et toutes les citoyennes étant égaux à ses yeux doivent être également admis à toutes les dignités, places et emplois publics selon leurs capacités et sans aucune distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents ».

Mais les articles de cette Déclaration n'auront que peu d'échos et on pourrait dire que le Code Napoléon mettra la femme dans une dépendance plus étroite que sous l'Ancien Régime.

C'est véritablement au XIXe siècle que le combat féministe se déclenche. Il est l'oeuvre des penseurs socialistes, des hommes politiques, des écrivains, des journalistes (on oublie souvent que la presse se trouve toujours à l'avant-garde des combats pour les causes nobles) qui défendent les thèses féministes combattues par les traditionalistes et ridiculisées par des caricaturistes.

En Angleterre, par exemple, les « suffragettes » mèneront un violent combat ponctué de manifestations, d'attentats divers et de suicides spectaculaires. Accélérée par les « deux guerres » mondiales et par le développement des sciences et techniques, la promotion féminine semble un fait acquis. La femme d'aujourd'hui, cette « émancipée » des temps modernes, vient de loin, de très loin...

Pour des droits fondamentaux

Si on se risquait de demander, par exemple, à des centaines d'hommes et de femmes s'ils auraient préféré naître fille ou garçon, on ne serait sans doute pas surpris que l'écrasante majorité des hommes réponde qu'ils préfèrent être nés garçons, alors qu'une majorité des femmes pourraient déclarer qu'à tout prendre, elles n'auraient pas choisi d'être filles.

Sont-elles anormales ou pas ? Alors, qu'est le normal si le plus grand nombre s'en écarte et dans un seul sexe ? Fort heureusement pour la société et le genre humain (pour sa survie) que l'individu n'a pas la liberté de choisir son sexe à sa naissance...

On peut dire que c'est une vue de l'esprit de l'autre sexe, un modèle subi mais non voulu. La réponse est simple et les femmes de toutes conditions la donnent spontanément : dans de nombreuses conditions, il est plus intéressant, plus avantageux et moins dur d'être un garçon et un homme, jugent-elles.

Faut-il alors conclure comme Adler parlant des femmes d'un ton tragique et désabusé : « Une moitié du genre humain doit faire face à une inaltérable condition qu'elle n'aime pas » ? Inaltérable, non. Il faut simplement noter que l'immense avantage de l'homme, contrairement à la femme, est qu'on lui apprend, dès son jeune âge, à se suffire à lui-même.

C'est précisément dans cette voie que les femmes se sont engagées, c'est pour ce but lointain qu'elles oeuvrent lentement mais sûrement et obtiennent chaque jour, chaque année, souvent dans l'anonymat ou dans l'union et la solidarité.

La société doit non seulement les y encourager mais elle doit surtout créer les conditions et les possibilités de leur promotion. Pour en arriver là, elles doivent continuer de mener leur difficile conquête d'elles-mêmes.

Ce ne sont ni les hommes subjugués, ni la gloire, ni la gestion exclusive du monde que les

femmes convoitent mais plutôt l'empire d'elles-mêmes, cette auto-conquête de soi. Elles veulent tenter de le conserver et de l'exercer tout au long de leur vie. Autrement dit, les femmes refusent de cesser d'exister ou d'exister à éclipses.

Ainsi, les femmes commencent à se voir, à s'organiser, pas pour militer dans la fièvre de la révolte, mais en êtres sociaux et responsables. Elles réclament prioritairement la culture, l'éducation, l'information, la participation à la vie active, politique et civique, l'égalité des droits, l'autonomisation, le droit d'être réellement considérées comme des personnes pour développer leur personnalité et s'affirmer.

Il serait illusoire d'espérer l'épanouissement de la femme par autre chose sans lui concéder la place qui doit lui revenir dans la société, en la laissant dans un état de dépendance et d'inégalité assorti d'angoisses existentielles diverses dignes des premiers âges de l'humanité. Ce faisant, on ne peut aussi tout demander à la femme. Elle ne peut tout faire à la fois, conserver et innover, subir et se cultiver, se libérer.

Lui accorder des droits et déplorer qu'elle s'abstienne souvent de s'en servir et plus souvent encore de s'en instruire procèdent d'un idéal civique. Mais, il s'agit là de mettre côte à côte la charrue et les boeufs, ce qui rend difficile leur utilisation judicieuse. La femme doit d'abord et avant tout gagner du temps et du calme, du recul. Elle ne doit pas être constamment prise à la gorge par des devoirs souvent minuscules qui n'incombent qu'à elle seule.

Et pour cela, l'Etat et la communauté entière doivent l'aider à se faire une conscience critique, par des mesures et actes concrets. C'est le lieu de se réjouir de l'institutionnalisation progressive dans le monde du « quota/genre » dans bon nombre de secteurs stratégiques de l'agir humain.

Certes, au cours des âges, certains groupes sociaux ont contribué à accorder à l'action de la femme une place et un rôle prépondérants ou au moins égaux à ceux de l'homme. A ce propos, on peut citer l'exemple de l'Egypte ancienne où la femme occupait un rôle fondamental.

Toutefois, même dans les milieux et aux époques où le Droit et les mœurs semblaient réduire la femme à la condition effacée, son influence réelle et l'importance de son action dans tous

les aspects de la vie sociale ont été beaucoup plus grandes que ne le laissent entendre la législation et les conventions sociales.

Son allié de tous les temps, l'homme, doit l'aider et non être constamment comme une sorte d'adolescent sempiternel à la recherche d'occasions de s'affirmer par la force. Il s'agit de comprendre que le jeu ancien de la domination servile ne doit plus l'amuser, que la femme n'est pas un objet de plaisir ou de « bête de somme », un être toujours « mineur ». Un enfant, une femme met, en général, neuf mois et quelques heures à le faire.

Après, il convient de l'élever, de l'éduquer et à cela, le père est aussi indispensable que la mère et les charges de l'éducation doivent se répartir entre les deux sexes. A l'étape actuelle des connaissances, tous les psychologues et éducateurs le signalent, la carence paternelle est plus courante et souvent plus tragique que celle entraînée par le travail des mères.

Les hommes doivent donner une image de cet équilibre salvateur qu'il faut réaliser avant de demander à la femme l'impossible. Chacun doit jouer sa partition sans qu'aucun des deux ne se sente brimé, ni ridiculisé par l'autre, mais qu'au contraire, de leur entente naisse une nouvelle éthique qui les soudera plus fort pour la vie et pour le bonheur de la société.

Dans un passé encore récent (et même de nos jours), une partie de la vie du mari échappait au creuset du foyer ; de cette même partie, considérée comme importante, la vie de la femme était radicalement appauvrie et frustrée. Aujourd'hui, les femmes de fonctionnaires, de chefs d'entreprises, de hauts responsables sont travaillées par le désir de participer aux soucis permanents de leur mari.

La vie conjugale requiert le partage et la mise en commun de tout, y compris des difficultés professionnelles ou extérieures, et « l'engagement » d'un être dans son milieu de travail ou sur le plan civique et politique.

Cela d'autant plus, peut-être, que la complexité et l'interdépendance des activités vont croissant. L'épouse aspire à assumer, pour une part, les soucis de son mari et, en tout cas, à n'y être pas étrangère. Peu à peu, dans ce domaine, les attitudes changent, grâce aux métamorphoses de la société, à l'évolution de la femme et de l'homme ; mais en retour, ce changement d'attitudes et de mentalités renforce et accélère cette même évolution.

Dans cette quête d'égalité, de réalisation de soi on ne peut plus légitime, il ne s'agit pas de haïr le genre humain ou de lancer une croisade, une « fatwa » contre l'homme.

Au contraire, il s'agit de susciter un autre regard, un autre sentiment envers les femmes afin de leur permettre de faire des choix fondamentaux pour ce qui concerne toutes les décisions touchant de près ou de loin leur vie : égalité dans la participation active et responsable à la vie économique, à la vie sociale, à la vie politique et à la prise de décisions.

La Journée internationale de la femme apparaît non seulement comme un hommage aux femmes mais aussi une reconnaissance de la place et du rôle indéniables qu'elles jouent dans le développement socio-économique et politique pour la promotion des valeurs de justice, de liberté, de paix, etc. dans le monde.

Vers une année de la femme au Burkina Faso ?

Commémorée chaque année de par le monde, le 8-Mars, Journée internationale de la femme, revêt au Burkina Faso un caractère important. En témoignent l'attention des autorités politiques, de la société civile et des autorités coutumières et religieuses pour cette journée mais aussi la mobilisation sans cesse grandissante des femmes.

Si la promotion de la femme semble être une réalité en action dans notre pays, il convient de noter qu'elle reste toujours entravée par de nombreuses pesanteurs socio-culturelles, politiques, religieuses... qui continuent de sévir. Il faut donc travailler à renforcer le courage politique et social dans ce sens car, sans cela, rien de significatif ne peut avancer dans ce domaine. S'inscrit également dans ce combat le premier Forum national des femmes tenu en novembre 2008 et qui a réuni près de 1 000 délégués venus des 13 régions du pays sur le thème très problématique et actuel : « Investir dans les femmes et les filles pour un développement humain durable ».

Sans entrer dans les statistiques relatives à l'évolution des femmes dans notre pays (même si on peut la considérer comme lente) dans les sphères de décision (femmes ministres, présidentes d'institution, femmes députées, élues, directrices...), on peut constater que des

progrès sont perceptibles même si beaucoup d'obstacles restent à surmonter.

D'aucuns diront même qu'il y a toujours eu dans notre pays le souci permanent d'impliquer les femmes (aptes) dans les sphères de décisions. Sans entrer dans cette polémique, nous pouvons affirmer que la contribution visible et même « invisible » de la femme burkinabè au développement et son poids dans l'émergence et la consolidation du processus démocratique (électorat par exemple) constitue une réalité.

Ne faudrait-il pas instituer une année en faveur de la femme ? Les nouvelles stratégies prospectives pour la promotion des femmes et des filles sont un appel quotidien pressant, un appel lancé à tous les hommes et à toutes les femmes dans un esprit de solidarité et de responsabilité réciproques.

Cet appel s'adresse surtout, en particulier, à tous ceux ou à toutes celles qui bénéficient de nos jours des acquis de la promotion de la femme en occupant des postes de responsabilité ou tout autre poste où ils peuvent influencer les décisions politiques, l'opinion publique, les mentalités dans ce sens. L'approche genre dans les différentes priorités des programmes, projets et activités s'avère indispensable.

C'est la communauté tout entière qui est donc interpellée afin de considérer la femme en tant qu'acteur de développement et non une simple composante qu'il faut à tout moment reléguer au second plan. C'est sans doute à ce prix que nous pourrons contribuer à l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), notamment l'objectif 3 : « Promouvoir l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes ».

Réconcilier enfin l'humanité avec elle-même

Loin de nous l'idée de nier une certaine responsabilité des femmes face à la précarité de leur condition car la bonne conscience rend souvent de mauvais services quel que soit le côté où elle prend place et forme. La femme porte le poids du monde sur ses épaules et elle est en pleine période de mutation. Mais, si les textes proclament l'égalité de l'homme et de la femme dans les rapports économiques, sociaux et politiques, il existe encore de nos jours dans les faits, les moeurs et dans beaucoup d'esprits des réticences plus ou moins franchement avouées.

A ces entraves s'ajoute également un grand obstacle, à savoir la crise économique internationale qui frappe dangereusement les pays en développement. Mais l'histoire continue son chemin et son déroulement semble se manifester en faveur du progrès de la condition féminine. Les femmes doivent être assoiffées de responsabilités, conquérantes non seulement des droits mais aussi des devoirs et aspirantes, maîtresses d'elles-mêmes.

Ainsi, la réalité personnelle de la femme réclame son dû et sa part légitime de la chose publique, au fur et à mesure qu'elle se dégage insensiblement, échappant à son passé de « femme-objet », qu'elle ait été, selon les époques, les milieux de civilisations, « dame » ou « servante », femme-poupée ou esclave, « bétail électoral », perpétuellement mineure ou « repos du guerrier ».

La responsabilité de la femme est engagée dans l'avenir du monde d'aujourd'hui et de demain. Nous ne parlons pas de la « femme émancipée », « femme égale de l'homme ». Ces formules ne sont que des clichés, bien vite dépassés. Mais une collaboration nouvelle de l'homme et de la femme confère une importance spirituelle à la vie en société.

C'est la rencontre entre deux esprits (l'esprit de l'homme et celui de la femme) ; entre leurs deux âmes, qui permet cet accord. Lorsque l'un des deux prend le pari du silence, de la domination, refuse de s'expliquer, de s'ouvrir, cette fuite ne l'engage pas seul, mais l'humanité entière. Partout, un équilibre est à établir et à rétablir constamment jusqu'à ce que les filles soient heureuses d'être nées filles et les garçons heureux d'être nés garçons, et que Thales, s'il revenait sur terre en ce début du 21^e siècle, soit redevable aux dieux en vue d'autre chose que le fait de l'avoir « créé homme et non femme ».

Certes, nous pouvons nous attirer des quolibets pour notre foi à la Condorcet dans le progrès et la promotion de la condition féminine. Nous pensons profondément que tout est désormais, inlassablement, constamment et jusqu'à la fin des temps, affaire d'éducation, de droits, de liberté, de justice... Si les sociétés humaines ont résisté aux vicissitudes de l'histoire et des changements climatiques, c'est qu'elles se sont à jamais refusées d'être figées et rigides.

Elles sont condamnées à l'instruction, à l'éducation, à l'égalité des sexes et à l'évolution, condition de leur stabilité, de la paix. La femme, cette médiatrice de la vie, cet « appel à vivre », demeure la ressource que l'humanité a longtemps ignorée, sinon gaspillée.

Si elle a toujours constitué une chance pour le monde, elle l'est davantage pour le monde actuel, pour que le monde soit encore possible. C'est pourquoi, « donner la vie sans périr... », c'est en d'autres termes, vivre en jouissant de ses droits fondamentaux, c'est aussi défendre la plus grande ressource de l'humanité pour un monde meilleur, un monde enfin réconcilié avec lui-même.

En rendant justice aux femmes à travers le véritable droit à la vie, il s'agit pour la société, pour l'humanité de rendre justice à elle-même. Evelyne Sullerot, dans « La vie des femmes » ne dit pas autre chose lorsqu'elle affirme qu'« il n'y a pas de raison qu'une partie de l'humanité boitille derrière l'autre, engoncée dans des modèles rigides et s'adaptant cahin-caha dans la semi-culpabilité ».

Par Bakary Millogo